

## Regards croisés sur le MALI

### Compte rendu de l'atelier débat - 25 janvier 2013

---

**7 février 2013 - Nathalie Dupont – Pôle Animation du Plaidoyer**

Cet atelier « regards croisés » sur le Mali s'inscrit dans une volonté renouvelée de Coordination SUD d'organiser des débats sur des sujets de fond ou d'actualités autour de questions d'urgence et/ou de développement.

L'objectif de cette rencontre était double : d'une part permettre aux membres d'entendre et de partager des analyses de sources plurielles sur la situation du pays et d'autre part de s'interroger sur ce qu'il est réellement pertinent de faire en tant qu'ONG humanitaires et de développement. La possibilité pour ces deux types d'organisations de débattre en un même lieu ne peut que permettre plus de cohérence dans les interventions et appuis.

La double crise dans le pays, au Nord certes mais au Sud aussi - puisque par deux fois en moins d'un an, des membres de l'armée ont procédé à un coup d'Etat - laisse en effet stupéfaits de nombreux acteurs de la solidarité internationale. Vitrine démocratique de l'Afrique, dont la société civile, riche, active avait été l'organisatrice quelques années plus tôt d'un forum social mondial polycentrique et où la décentralisation était une des plus avancées d'Afrique de l'Ouest, le Mali semblait cacher une fragilité institutionnelle et sociale, que peu ont vu venir.

Les participants étaient au nombre de 80.

#### **Programme**

**Introduction : Pierre Salignon – directeur Médecins du Monde**

**14h30 : Analyse socio politique et des acteurs en présence**

Interventions : 20 mns

- Pierre Jacquemot, chercheur IRIS et président du GRET : regard sur les éléments antérieurs qui ont amené à cette situation : le Nord une zone de non droits, les difficultés de l'Etat malien pour prendre un chemin de développement et endiguer la corruption, la faiblesse de l'armée malienne, etc.
- Philippe Gabsi-Botto - Centre de Crise – La situation humanitaire ; le rôle de la France

Débat : 50 min - Discutant : Mr Hamedy Diarra, Président du Haut Conseil des Maliens de France, Felix de Marliave, expert Mali.

**15h45 : Quel rôle pour les Organisations de Solidarité Internationales?**

Interventions : 30 min

- Algassimou Diallo , ONG AMEDD et Nicolas Heeren , directeur du CIEDEL- deux acteurs majeurs du pays : les ONG et les collectivités locales. Leur place dans la démocratie malienne. Leur rôle dans la situation actuelle.
- Philippe Mayol , chef service Afrique CCFD-Terre Solidaire: l'appui aux acteurs locaux et à la reconstruction d'un Etat de droit. Une société civile très organisée qui doit se recomposer autrement aujourd'hui.
- Jean Bosco Bazie, directeur adjoint Eau Vive : le développement nécessaire du capital humain.

---

**Introduction par Pierre Salignon, directeur de Médecins du Monde**

**Présentation du déroulement de la réunion par Daniel Verger, directeur exécutif de Coordination SUD**

## **I – Analyse socio politique et des acteurs en présence**

**Pierre Jacquemot, chercheur à l'IRIS et président du GRET,** a fait une présentation générale de la situation au Mali et plus particulièrement au Nord, en retraçant les éléments contextuels de la crise – un pays géographiquement complexe, un appareil politique effondré, le Nord devenu une zone de non droit - avec une analyse des causes récentes - l'installation de divers mouvements armés dont certains ont un passé sur l'Algérie, d'autres en Lybie - et une projection sur les risques à venir. Il s'agit pour lui d'un contexte de guerre et non pas de maintien de la paix. Une guerre non contre l'islam radical, mais contre le terrorisme, quelle que soit sa composante religieuse. Ce terrorisme repose sur le trafic, et sur un passé mafieux dans la région depuis 25 ans, il est une menace contre toutes les avancées démocratiques de cette région. M. Jacquemot a conclu sur la nécessité d'ouvrir un processus de dialogue et d'aborder en profondeur les questions de développement, en échec depuis les années 90 ce qui a laissé le champ ouvert à ce débordement.

**Philippe Gabsi Botto au nom du Centre de Crise** a insisté sur le fait que la France ne compte pas rester indéfiniment et se substituer aux forces africaines (MISMA). Si la France est intervenue, c'est parce qu'il y avait une situation d'urgence. Il a donné les informations essentielles sur les déplacés et réfugiés, en insistant sur la nécessité pour le personnel humanitaire de notifier ses mouvements à l'équipe du MAE qui est à Bamako - ou encore en mentionnant ses informations sur le logiciel Ariane pour être joignable -. Il a aussi expliqué que la coopération civile avait été suspendue depuis le coup d'Etat, mais qu'une feuille de route était en préparation pour le futur.

**M Hamedy Diarra, du Haut Conseil des Maliens de France** a fait savoir qu'ils avaient formellement approuvé l'intervention française militaire auprès du président de la République François Hollande, prenant acte d'une attaque extérieure et du fait que l'armée n'était pas en capacité de la repousser et de restaurer l'intégrité du territoire. Il a rappelé que les touaregs restent minoritaires même au Nord, que très peu sont séparatistes et ne pense pas qu'il y aura de vengeances intercommunautaires. Il a aussi rappelé que le front est au Sud autant qu'au Nord, car les institutions ont été attaquées.

### ➤ **Discutants et débats**

**Felix de Marliave, expert de la région,** a aussi affirmé qu'il y a des déterminants plus anciens à la crise et notamment depuis les années 2000 l'existence de trafics, surtout de stupéfiants, qui ont déplacé les pouvoirs traditionnels et fait émerger de nouvelles notabilités. Il a évoqué la volatilité des combattants qui passent d'un mouvement à l'autre, l'engagement étant plus économique qu'idéologique. Il estime qu'il y a un risque de dissémination dans les camps.

**JM Fardeau, Human Rights Watch,** rejoint M. De Marliave sur l'analyse faisant remonter le conflit à des causes antérieures, notamment antérieures à la libération des armes en Lybie. Il estime aussi qu'il y a un problème d'impunité, surtout au sein de l'armée, depuis longtemps - Ce à quoi M Gabsi Botto répond que la CPI a démarré ses travaux le 16 janvier sur ce sujet. – Jean Marie Fardeau affirme aussi qu'il y a plutôt des discours haineux qui ont circulé au Mali ces derniers temps et qu'il faut tout faire pour les arrêter pour ne pas enflammer la région.

## **II – Quel rôle pour les Organisations de Solidarité Internationales?**

**Algassimou Diallo**

**ONG AMED (Association Malienne d'Eveil au Développement Durable)** a fait une description analytique des 4 000 ONG maliennes, de leur niveau d'organisation et du rôle qu'elles ont joué dans le développement, l'éducation des populations et élus à la citoyenneté et dans le suivi des politiques publiques. Il s'interroge aujourd'hui sur le silence de toutes ces ONG après une première, mais unique, tentative volontaire, de la part du Conseil National des OSC, de médiation entre le pouvoir politique et l'armée. Peut-être, estime-t-il, n'ont-elles plus rien à dire, ou plus de capacité pour le dire, quand elles ne reçoivent plus de fonds internationaux en raison de la suspension de l'Aide Publique au Développement depuis le coup d'Etat ? Et dans ce cas quelle est leur légitimité réelle ?

**Nicolas Heeren, directeur du CIEDEL,** est revenu sur les années 90, estimant alors que la gestion de la crise avait été intéressante car les Maliens avaient trouvé eux-mêmes une solution à la guerre civile, avec des élus régionaux et locaux. Ces élus sont restés et même si la décentralisation n'est pas parfaite, elle est en bonne marche. Et même durant la crise actuelle, des comités locaux se sont mis en place composés d'élus, de notables et de volontaires, pour continuer à faire fonctionner les services. Aussi les acteurs intervenants aujourd'hui auprès de ces

---

populations, notamment les urgentistes devraient essayer de se mettre en contact avec ces élus. NB : Le Ciedel a formé beaucoup d'élus au Nord, notamment à Tombouctou où la région Rhône-Alpes à une coopération décentralisée.

**Philippe Mayol du CCFD Terre Solidaire** reconnaît cette légitimité des élus locaux, mais se demandent s'ils sont tout à fait en phase avec les débats sociétaux et populaires. Il y a une véritable rupture entre les citoyens et les élites, y compris les élites associatives. Il y a un enjeu de redéfinition d'un contrat social, qui passe par l'éducation, sur lequel il faut réinvestir. Et maintenant lui estime de plus, contrairement à ce qui a pu s'entendre ici, qu'il y a un quiproquo Nord Sud et une rancune contre les touaregs. L'approche territoriale et pluri acteurs reste à privilégier. Il faut se servir des coopérations décentralisées, même si elles ont été défaillantes, en impliquant les populations. Il propose que l'on se pose fondamentalement la question de savoir comment on intègre cela dans notre travail en tant qu'ONG française ?

**Jean bosco Bazie, directeur régional d'Eau Vive**, estime lui qu'il faut changer de regard pour travailler dans l'avenir. Les pics de crise qui traversent tous les pays sont liés à une bulle mondiale institutionnelle bourrée d'idéologie. Les grandes sécheresses ont exacerbé les rancunes et les demandes sociales car nous avons une classe politique malienne (idem dans les autres pays de la sous-région) qui est toujours restée dans le fonctionnement des appareils d'Etat, dans une bulle, au modèle quasiment planétaire de démocratie « occidentale ». Les populations sont en plein rejet d'un modèle qui n'a pas marché. Dans l'avenir il faut remettre à plat cette question de l'Etat Nation.

**Vincent Taillandier - Action contre la Faim**

ACF est au Mali depuis un peu moins de 20 ans, au Sud et au Nord. Leur problématique dans cette région, comme dans tout le Sahel c'est celle de la faim. Et la difficulté à chaque fois de renforcer les services publics tout en sauvant des vies quand des personnes ont un diagnostic vital en jeu. A Gao actuellement les équipes d'ACF disent qu'il y a une hausse des prix, 40% du prix du mil en 8 jours, 30% du riz, 60% de l'essence. Les commerçants ont du mal à ouvrir leur échoppe. Pas de soignants dans les services de santé ni de malades car ils n'osent pas y aller. Un des enjeux pour les OSC maliennes, à son sens, est donc de changer de posture car il risque d'y avoir une urgence humanitaire prochainement.

**Sandrine Chopin de Handicap International**

Le débat humanitaire/développement est un débat passéiste. On ne passe pas forcément de l'humanitaire au développement, il y a des crises qui interviennent dans des contextes de développement. Ensemble, on va mieux répondre au besoin des populations, ce qui est l'objectif de tous. Le Fongim rassemble au Mali toutes ces ONG. Pour elle néanmoins, le plus préoccupant c'est la santé des populations, le flux des médicaments étant coupé entre le sud et le nord. S'il n'y a pas accès aux services de soins de base c'est un risque majeur. Deuxième point : les distributions agricoles qui ont lieu d'habitude en cette période. Les organisations agricoles qui travaillent avec le PAM ne peuvent pas reprendre leurs actions. Enfin il y a des risques de matériels non-explosés... En conséquence toutes les armées présentes doivent laisser un accès total aux acteurs humanitaires capables d'entrer en action dans cette zone.

**Laurent Chabert d'Hières d'Eau vive** lui pense qu'il faut inverser les étapes militaire-humanitaire-réhabilitation-développement (comme celles que l'on a appliqué en Afghanistan) et vraiment mettre la question du développement au 1<sup>er</sup> plan. On va dépenser des centaines de millions d'euros sur le plan militaire et ensuite il y aura un appel de l'AFD pour se partager 4 million d'euros !

**En conclusion ce débat a permis de poser quelques réflexions fondamentales sur les liens de causalité problèmes de développement/crise d'une part ; sur les approches et postures des différentes ONG d'autre part, qu'elles soient maliennes ou françaises, pour répondre efficacement à une situation d'urgence tout en préservant – en appuyant si possible, en évitant de détruire sinon - les structures du pays qui ont peu ou prou fonctionné depuis ces 20 dernières années, notamment les collectivités locales. Enfin il est apparu une forte nécessité d'aider à redéfinir le contrat social au Mali, à partir d'une approche territoriale, en s'appuyant sur les élus, et en promouvant fortement un développement basé sur l'éducation et sur le droit.**

**Les interrogations posées, et qui reviennent de plus en plus fortement à chaque fois qu'une situation de crise explose dans la sous-région, montrent fortement la nécessité d'un continuum d'échanges et débats sur ces sujets. Il sera donc proposé des suites à cet atelier sous une forme qui sera prochainement définie.**